Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [91] (2003)
Heft: 1473

Artikel: Des concepts vidés de leur sens ?
Autor: Falquet, Jules
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-282562

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Des concepts vidés de leur sens ?

Invitée en Suisse dans le cadre du colloque «Mondialisation, pouvoir et genre» organisé en février par l'Institut universitaire du développement, Jules Falquet a fait une analyse critique des politiques des institutions internationales depuis la Conférence de Pékin. Dans ce cadre, elle a notamment étudié l'origine et la logique de concepts largement utilisés par les organisations internationales : l'*empowerment*, le *mainstreaming* et la formule du micro-crédit. Nous reproduisons ici ses arguments.

JULES FALQUET

ILLUSTRATIONS : JOËLLE FLUMET

Depuis la chute du mur de Berlin et l'avènement du «monde unipolaire», les institutions de Bretton Woods - la Banque Mondiale, le Fond monétaire international (FMI), mais aussi l'ONU et ses multiples satellites[1] - jouent un rôle croissant dans la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial, qui se construit officiellement sous le terme de «développement» et de «lutte contre la pauvreté». Dans un travail précédent, j'ai tenté de montrer, en suivant l'analyse d'une partie des féministes latino-américaines et caribéennes, que ces institutions présidaient à la réorganisation néolibérale du système mondial de production et de répartition des richesses, au détriment des femmes - principalement du Sud -, tout en se légitimant paradoxalement grâce à la participation d'un certain nombre de femmes et de féministes à ce projet (Falquet, à paraître).

Je souhaite ici poursuivre cette analyse, en observant plus précisément les «nouveaux» paradigmes sur le «genre et développement» qui s'affirment depuis les Conférences mondiales de Pékin sur «la Femme» de 1995 et de Johannesburg sur «le développement durable» de 2002, organisées par l'ONU et appuyées par le système des institutions de Bretton Woods. Certes, sous la pression d'une partie du mouvement féministe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ces institutions, des «avancées» ont été obtenues. En effet, la mise en évidence d'une «féminisation de la pauvreté» a motivé un ensemble de projets visant à l'*empowerment* des femmes - du Sud tout particulièrement -, notamment par le biais d'une vaste campagne d'attribution de «micro-crédits» et leur «inclusion» dans les politiques publiques et internationales par le biais du *mainstream*ing. Des stratégies «participatives», incluant en partie les femmes, ont été mises en place afin de lutter contre la corruption et la pauvreté et d'atteindre une «bonne gouvernance». Cependant, après plusieurs années de mise en application de ces nouvelles stratégies, force est de constater que la situation matérielle des femmes - et de beaucoup d'hommes - dans le monde a empiré, et que les rapports sociaux de sexe n'ont pas évolué vers une plus grande égalité sur la majeure partie du globe.

Féministe, l'ONU?

On peut toujours penser que le temps a manqué ou que les circonstances ont été défavorables, cependant je ferai ici l'hypothèse que ce sont plutôt les limites intrinsèques de ces «nouveaux paradigmes» qui n'ont pas permis une réelle transformation, et moins encore une réelle amélioration, de la situation des femmes.

Bien qu'ayant des origines plus anciennes, les concepts d'*empowerment*, de *mainstream*ing et la vague du «micro-crédit» pour les femmes ont connu leur véritable consécration en 1995, lors de la Conférence de Pékin sur «La Femme», organisée par l'ONU. Les résultats de cette Conférence et l'adoption de ces «paradigmes» ont été largement célébrés à la fois comme une victoire du mouvement féministe et comme une avancée considérable pour les femmes. Cependant, la réalité est plus complexe.

En effet, la conférence de Pékin n'était en rien un événement organisé par le mouvement féministe, mais bien au contraire par l'ONU, une institution très largement dirigée par des hommes qu'on ne saurait suspecter d'appartenir au mouvement féministe. Elle s'inscrivait dans un cycle d'événements internationaux décennaux organisés par l'ONU sur le thème des femmes. Or, dès la Conférence de Mexico en 1975, certaines féministes avaient déjà dénoncé ce qu'elles percevaient comme une tentative de récupération de leur mouvement. Elles avaient alors organisé un forum des ONGs en dehors des événements officiels pour faire entendre leur propre voix. En 1995 en revanche, l'ONU était organisatrice, non seulement de la partie officielle-gouvernementale de la Conférence, mais aussi du Forum des ONGs.

Vision onusienne vs visions féministes

On ne saurait donc classer «Pékin» parmi les actions propres du mouvement féministe. Quid de ses résultats ? Certainement, de nombreuses féministes s'y sont battues pour faire entendre leurs propositions. De fait, l'ONU avait organisé la conférence comme l'aboutissement d'un processus «participatif», fomentant des rapprochements préalables entre des féministes, des ONGs de femmes, des ONGs mixtes et les instances gouvernementales ad-hoc dans chaque pays. Cependant, les féministes présentes à Pékin ne possédaient nul «mandat» collectif d'un mouvement, sinon celui de leur ONG[2]. Dans certains pays, même, les thèmes de la Conférence et les mécanismes de «participation» avaient été critiqués pour leur décalage par rapport aux problématiques concrètes des femmes et aux priorités du mouvement féministe local. C'était le cas notamment en Amérique Latine, où depuis la sixième rencontre féministe continentale de 1993 au Salvador, un courant «autonome» dénonçait notamment la main-mise de l'Agence interaméricaine de développement (AID), agence de coopération du gouvernement nord-américain, historiquement stigmatisée dans la région pour son rôle anti-insurrectionnel et son implication dans les campagnes de stérilisation massive de femmes sur le processus de préparation du Forum des ONGs (Falquet, 1997 et à paraître).

Ceci posé, examinons les résultats de Pékin - *empowerment*, *mainstream*ing et micro-crédit pour les femmes.

[1] Bien que ces institutions, énormes bureaucraties particulièrement complexes, ne puissent être confondues et présentent de profondes contradictions internes, nous les considérerons ici comme faisant partie d'un même système pour un ensemble de raisons.

[2] Cette notion étant pour ainsi dire étrangère au féminisme. La question de la représentativité et des mécanismes de prise de décision dans le mouvement féministe - comme dans beaucoup d'autres - mériterait une discussion beaucoup trop longue.